

Panorama des financements climat en France

Dossier de presse

Contact étude : hadrien.hainaut@i4ce.org

I4CE publie l'édition 2015 de son Panorama des financements climat pour les années 2011 à 2014

I4CE – Institute for Climate Economics vient de publier la nouvelle édition de son étude « Panorama des financements climat en France ». Pour mieux comprendre le financement de la lutte contre le changement climatique et de la transition énergétique, l'étude a recensé jusqu'à 36 milliards d'euros qui ont contribué à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en France, de 2011 à 2014. Ces dépenses sont analysées afin de savoir quels acteurs ont engagé ces projets et comment ils sont financés.

Combien la France a-t-elle investi en faveur du climat de 2011 à 2014 ?

En 2013, le Panorama recense jusqu'à 36 milliards d'euros investis en faveur du climat en France. Ce total comprend 18 milliards d'euros dans l'efficacité énergétique, principalement des bâtiments, 5 milliards d'euros dans les énergies renouvelables et 12 milliards d'euros dans les infrastructures de transport durable. A cela s'ajoutent 1,3 milliard d'euros dans le nucléaire avec le chantier de l'EPR. De 2011 à 2014, les dépenses sont d'investissements passées de 30 à 36 milliards d'euros¹. Pour donner un ordre de grandeur de comparaison, les investissements en faveur du climat représentent environ 10% des investissements matériels en France². Autre comparaison : 36 milliards d'euros, c'est environ égal aux deux tiers de la facture énergétique française dans le commerce extérieur (54 milliards d'euros en 2014, gaz et pétrole importés, principalement)

Comment se financent les investissements en faveur du climat ?

L'étude identifie quatre familles d'instruments de financement, souvent utilisés en combinaison au sein d'un même projet :

1. Des **instruments de dette classique**, comme les emprunts bancaires ou, parfois, l'émission d'obligations par les grandes entreprises, pour un total de 12 milliards d'euros en 2013 ;

¹ Par rapport à la précédente édition du Panorama, les investissements de l'année 2011 ont été réévalués, de 22 à 30 milliards d'euros. La différence correspond à l'inclusion dans l'étude de dépenses qui n'étaient pas documentées l'an dernier, par exemple dans les logements en copropriétés, et d'une prise en compte à 100% des investissements dans les infrastructures de transport.

² Le Panorama se concentre sur les investissements dans le capital matériel, tangible. Ainsi, la R&D ou la propriété intellectuelle ne font pas partie du périmètre étudié.

2. Des **apports en fonds propres** (capital, autofinancement) mobilisés directement par les porteurs de projet (ménages, entreprises), à hauteur de 10 milliards d'euros,
3. Des **aides et subventions**, portées par les acteurs publics, sont mobilisées en priorité dans les projets d'infrastructures de transport, et pour soutenir les travaux des ménages dans le secteur du bâtiment. Au total, ces aides représentent 10 milliards d'euros en 2013.
4. Des **prêts à taux concessionnels**, que les banques, notamment les banques publiques, émettent à destination des ménages, mais aussi des bailleurs sociaux et des entreprises. Ces prêts représentaient 4 milliards d'euros en 2013.

Quel rôle jouent les pouvoirs publics dans le financement de la transition énergétique ?

Dans cette édition du Panorama, les financements publics sont pris au sens le plus large : tous les instruments dont l'orientation vers les projets climat dépendent d'une décision publique. Les financements publics soutiennent environ la moitié des investissements en faveur du climat. Mais une grande partie de ces financements ne sont pas spécifiques au climat : ils correspondent à un verdissement des interventions traditionnelles des pouvoirs publics, par exemple dans les secteurs du logement social ou des transports publics. Les financements spécifiquement conçus pour entraîner les acteurs privés dans le cadre de la transition énergétique représentent environ 11 à 13% des dépenses d'investissement en faveur du climat, soit 4 milliards d'euros.

Ces investissements sont-ils suffisants pour mettre la France sur une trajectoire en phase avec « l'objectif 2°C » ?

Les auteurs ont cherché à comparer les investissements décrits dans le Panorama avec ceux envisagés par la Stratégie Nationale Bas-Carbone, actuellement en projet au niveau national dans le cadre de la récente Loi sur la transition énergétique. Dans les secteurs du bâtiment et des énergies renouvelables, les investissements supplémentaires pour atteindre les objectifs nationaux et internationaux seraient de l'ordre de 10 à 15 milliards d'euros par an d'ici 2018.

Pour atteindre ces montants, le Panorama évoque deux pistes : d'une part, la réorientation d'autres investissements déjà réalisés dans les secteurs, mais qui ne bénéficient pas au climat, et d'autre part, la meilleure articulation des instruments et des incitations en amont et en aval de la décision d'investissement pour renforcer l'effet d'entraînement.

Cette étude a été rendue possible grâce au soutien de l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME) et du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE-DGEC).

Ressources en ligne

- L'étude est disponible sur le site d'I4CE : www.i4ce.org/download/panorama-des-financements-climat-edition-2015
- Une version informatique du présent dossier de presse est disponible sur www.i4ce.org dans la rubrique « actualités ».
- La publication du 12 novembre concerne le résumé pour décideurs (en français et en anglais) et cinq feuillets sectoriels abordant plus en détail les résultats et la méthodologie chaque secteur traité dans le Panorama.
- Le rapport complet, présentant l'ensemble de la méthodologie, des résultats et de la discussion, sera rendu public d'ici la fin du mois de novembre.

Ressources réseaux sociaux

I4CE partage les informations et encourage les échanges autour du mot-clé [#panorama2015](#)

Les pages du site d'I4CE sont aisément partageables sur Twitter et LinkedIn.

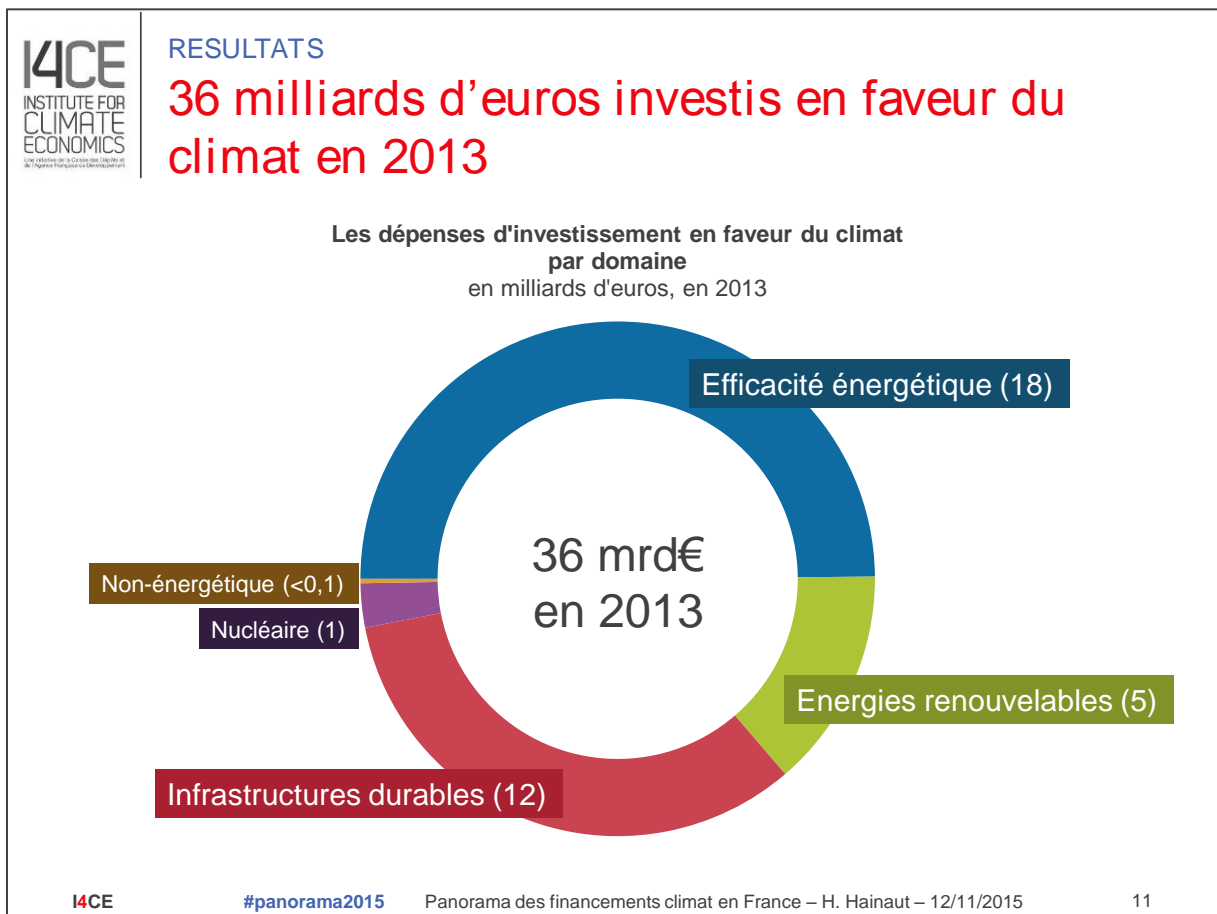
A propos d'I4CE

Contact presse : Marion Dupont, marion.dupont@i4ce.org, 01 58 50 5676

I4CE – Institute for Climate Economics est un institut de recherche en économie du climat fondé par la Caisse des Dépôts et l'Agence Française de Développement. Le Think Tank fournit une analyse et une expertise des questions économiques liées aux politiques climat-énergie en France et dans le monde.

I4CE a été créé pour accompagner les décideurs publics et privés à mieux comprendre, anticiper et faciliter l'utilisation d'instruments économiques et financiers visant à favoriser la transition vers une économie faiblement carbonée et adaptée aux changements climatiques.

Ressources graphiques



Des investissements en hausse de 6 milliards d'euros depuis 2011



Investissements en hausse

- Construction neuve
- Infrastructures de transport

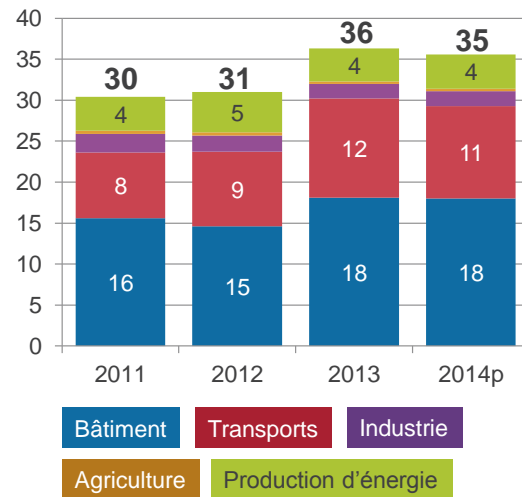
Investissements stables

- Rénovation des logements
- Industrie

Investissements en baisse

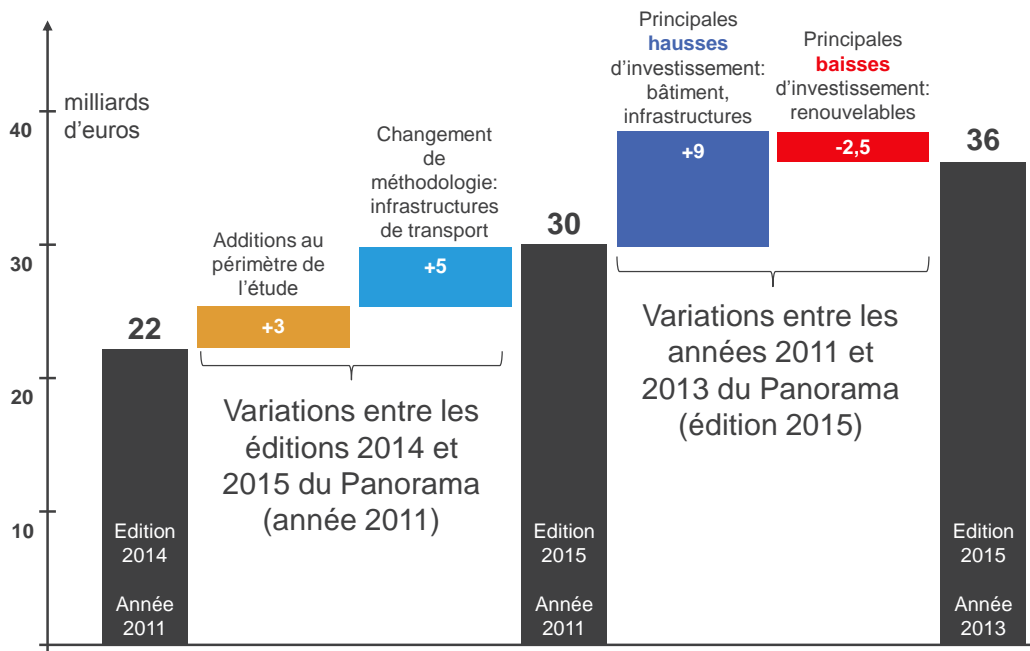
- Energies renouvelables
- Agriculture

Evolution des dépenses
d'investissement en faveur du climat,
par secteur
en milliards d'euros

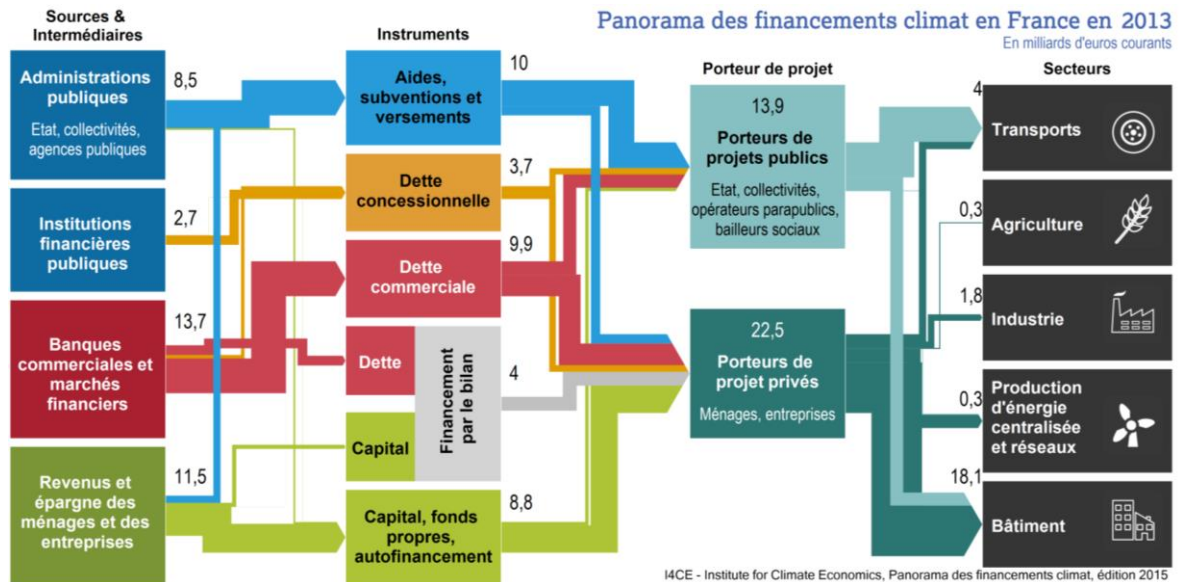


Note: dans cette édition, l'année 2014 fait l'objet d'estimations provisoires

Variations par rapport à l'édition 2014



Vue d'ensemble des financements climat



Notes: ce schéma simplifié présente la manière dont sont financés les investissements dans le capital tangible en faveur de la réduction des émissions de GES. Les porteurs de projet sont les institutions ou individus qui réalisent l'investissement et qui sont propriétaires du capital ainsi généré. Voir le résumé pour décideurs pour plus d'informations.

Des instruments de financement spécifiques à chaque secteur

